

Il n'y a jamais eu de communistes au Gouvernement

Dimanche dernier, à Nîmes, Maurice Thorez demandait à ses auditeurs : « FAUT-IL FAIRE TOUS NOS EFFORTS POUR REVENIR AU GOUVERNEMENT ? »

REVENIR AU GOUVERNEMENT, c'est désormais le thème central de la politique du Parti communiste français.

Après les autres grévistes auxquels Renauld a donné le signal, les manifestations pour le pain sont venues confirmer que nous n'avons cessé de montrer patiemment à seule l'action des travailleurs unis peut venir à bout de la résistance patronale et de la résistance du gouvernement bourgeois.

Il n'y a pas, d'une façon générale, dans un pays capitaliste comme est la France, de politique qui puisse satisfaire à la fois les capitalistes et les exploités.

C'est pourquoi il ne peut y avoir de communistes dignes de ce nom dans un gouvernement bourgeois.

Alors que Thorez était au gouvernement : — Le niveau de vie des travailleurs baissait de 30 pour cent quand la production dépassait de 45 à novembre (ces chiffres sont ceux de Thorez lui-même à Nîmes).

— Les privations imposées aux masses populaires étaient accrues dans des proportions intolérables ; — La dictature militaire et la guerre ouverte ont régné aux colonies ; — La réaction se regroupait et se renforçait.

Peut-on dire qu'il y ait eu des communistes véritables dans un tel gouvernement ? C'est pourquoi nous nous adressons non seulement aux travailleurs, mais aussi aux dirigeants du P.C.F. et nous leur disons : Finissez-en avec votre collaboration aux gouvernements capitalistes.

Magagascar, île des aveux « spontanés » et des bombes vivantes

Voici quinze jours, des habitants de Madagascar nous lançaient un S.O.S. : « Prévenez la Croix-Rouge internationale. Nous ne pouvons plus ramasser les morts... »

Complices du « complot »

La semaine dernière, nous tirions comme conclusion du débat parlementaire, que tout se passait comme si Madagascar avait été le théâtre d'un « complot » colonialiste.

LE COMITÉ CENTRAL DU P. C. I. CONVOQUÉ DEVANT LA POLICE !

Le juge d'instruction Jadin, chargé de poursuivre le P. C. I. pour son affilée, a à la fois la tâche de faire connaître les choses. A moins que ce ne soit la police « socialiste » du citoyen Dupreux qui fasse du zèle.

Des « pains » mortels

L'affaire Jeannot avait déjà défrayé toute la nourriture de la magistrature et des différents services de la police.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

LES NÉES DE 1947 et de la VIANDÉ pour LES TRAVAILLEURS !

Trois questions proviennent dans toute la France des manifestations : la viande, le pain, le sucre.

Les faits sont là : excellente récolte de blé en 1946, cheptel plus important qu'avant guerre.

Pain et viande

Les ouvriers des Grands Moulins ont repris le travail vendredi. Ils ont obtenu double salaire pour les 16 et 17 mai.

Les grèves

750 ouvriers des usines Air-Liquide de Boulogne et de Bayonne ont été brayés vendredi, après avoir voté la grève à l'unanimité.

PROVINCE

Les ouvriers des usines Peugeot, à Sochaux, ont quitté leur travail mercredi matin.

AU CONSEIL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

On se moque de la base

Les élections au bureau du Conseil d'administration de la Sécurité sociale ont eu lieu jeudi 22 mai.

LES NÉES DE 1933

D'ailleurs, en 1933, Renauld et Marius Moutet — le coloniste, aux yeux simplistes — faisaient déjà partie de la majorité.

Le nouveau conseil de la Sécurité sociale, présidé par René Lemaire, est composé de 12 membres.

LES NÉES DE 1947

Aujourd'hui, le néo Renauld et son compère Marius Moutet, soutenus ÉGALEMENT par la MAJORITÉ du groupe parlementaire, APPLIQUENT DANS LES FAITS, la politique des nées de 1933.

LA PORTE, le néo Renauld et son compère Marius Moutet, soutenus ÉGALEMENT par la MAJORITÉ du groupe parlementaire, APPLIQUENT DANS LES FAITS, la politique des nées de 1933.

LA PORTE, le néo Renauld et son compère Marius Moutet, soutenus ÉGALEMENT par la MAJORITÉ du groupe parlementaire, APPLIQUENT DANS LES FAITS, la politique des nées de 1933.

LA PORTE, le néo Renauld et son compère Marius Moutet, soutenus ÉGALEMENT par la MAJORITÉ du groupe parlementaire, APPLIQUENT DANS LES FAITS, la politique des nées de 1933.

LA PORTE, le néo Renauld et son compère Marius Moutet, soutenus ÉGALEMENT par la MAJORITÉ du groupe parlementaire, APPLIQUENT DANS LES FAITS, la politique des nées de 1933.

LA PORTE, le néo Renauld et son compère Marius Moutet, soutenus ÉGALEMENT par la MAJORITÉ du groupe parlementaire, APPLIQUENT DANS LES FAITS, la politique des nées de 1933.

Des salaires décents

La loi, la politique des trois nées nous a chanté sur tous les tons avec l'augmentation de la production (air stalinien) ou la « baisse » des prix (air socialiste).

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.

Quelle est responsable ? Encore une fois ce gouvernement (pas seulement le dernier, mais ceux qui l'ont précédé), guerre d'Indochine, blocage des salaires ; des milliards pour les colonies, les repus, les riches ; refus des revendications ouvrières.



C'EST L'ACTION DIRECTE QUI BRISE LA RESISTANCE PATRONALE

RAMADIER et sa clique, A LA PORTE DE LA S.F.I.O. !

Julius Guesde, le fondateur du Parti ouvrier français, dont, entre parenthèses, on ne parle plus jamais dans Le Populaire, quand il se présente, pour la première fois, à la députation devant les ouvriers du Nord, leur disait :

« On a les amis qu'on mérite. Je suis au service des prolétaires et ne veux représenter qu'eux seuls. Sur mon nom, je ne veux pas d'autres voix que les leurs. »

Ramadier, lui, à l'occasion du dernier remaniement ministériel, fut félicité par toute la réaction, la cabote, les gens des trusts nationaux et internationaux.

« Ce que voulaient les militants socialistes »

« Ce que voulaient les militants socialistes »

« Ce que voulaient les militants socialistes »

« Ce que voulaient les militants socialistes »

« Ce que voulaient les militants socialistes »

« Ce que voulaient les militants socialistes »

« Ce que voulaient les militants socialistes »

HOMMAGE AUX COMMUNARDS

Chaque année, la classe ouvrière va, à la fin du mois de mai, rendre hommage aux morts de la Commune de Paris tombés pour l'émancipation des travailleurs par la révolution sociale.

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, qui conserve intactes les grandes leçons que nous ont enseignées nos révolutionnaires, se rendra au mur des Fédérés, où furent exécutés les derniers combattants de mai 1871.

Cette année, une délégation de notre parti et des JEUNESSES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES se rendra au mur des Fédérés, le DIMANCHE 27 JUIN. Elle partira du métro BELLEVILLE à 14 heures précises.

Nous irons au mur avec la ferme volonté de pousser plus loin la lutte amorcée ces dernières semaines pour la conquête d'une existence décente pour les travailleurs.

Sur nos banderoles seront inscrits : DROIT A UN VÉRITABLE MINIMUM VITAL GARANTI PAR L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, CONTROLÉ OUVRIER SUR LES PRIX ET OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES, SEULE PERMETTRA D'ARRACHER CES REVENDICATIONS.

A BAS LE GOUVERNEMENT DE LA VIE CHERE ! GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN.

Les dirigeants stalinien et réformistes demandent aux travailleurs de se rendre au mur des Fédérés, mais c'est sous la bannière de la collaboration de classe qu'ils défilent. Ils ont été à cette manifestation sans contenu révolutionnaire.

Desireux seulement de respecter le régime capitaliste, ils ont appelé les travailleurs à produire d'abord et à revendiquer ensuite. Complices de la bourgeoisie, ils ont permis le maintien par la force, la domination des banques et de la grosse industrie, acceptant de laisser massacrer les peuples indochinois et malgaches.

Mais, au cours des grèves, ces dernières semaines, des milliers de travailleurs, conscients de cette trahison, ont engagé le combat non seulement contre les patrons et le gouvernement, mais aussi contre les chefs traités stalinien et réformistes.

Ces grèves ont montré que la lutte était possible et que seul, parmi les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Communiste Internationaliste se prononçait sans réserve pour l'action directe, qui peut permettre d'arracher les revendications ouvrières.

Ces grèves ont montré que la lutte était possible et que seul, parmi les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Communiste Internationaliste se prononçait sans réserve pour l'action directe, qui peut permettre d'arracher les revendications ouvrières.

Ces grèves ont montré que la lutte était possible et que seul, parmi les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Communiste Internationaliste se prononçait sans réserve pour l'action directe, qui peut permettre d'arracher les revendications ouvrières.

Ces grèves ont montré que la lutte était possible et que seul, parmi les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Communiste Internationaliste se prononçait sans réserve pour l'action directe, qui peut permettre d'arracher les revendications ouvrières.

Ces grèves ont montré que la lutte était possible et que seul, parmi les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Communiste Internationaliste se prononçait sans réserve pour l'action directe, qui peut permettre d'arracher les revendications ouvrières.

Ces grèves ont montré que la lutte était possible et que seul, parmi les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Communiste Internationaliste se prononçait sans réserve pour l'action directe, qui peut permettre d'arracher les revendications ouvrières.

Ces grèves ont montré que la lutte était possible et que seul, parmi les partis qui se réclament de la classe ouvrière, le Parti Communiste Internationaliste se prononçait sans réserve pour l'action directe, qui peut permettre d'arracher les revendications ouvrières.

LA DOCTRINE DES BOUS PLACEMENTS

La déclaration de Truman au moment du vote de l'aide des 400 millions de dollars à la Grèce et à la Turquie marque l'ouverture d'une phase nouvelle dans la politique de l'impérialisme américain.

Truman a fait admettre par le Congrès que, désormais, ce ne sont plus les critères économiques qui déterminent l'octroi de « prêts » américains, mais les critères politiques.

Bien sûr, même avant la guerre, l'exportation des capitaux par les grands impérialismes dans les petits pays colonisés était la politique de ces derniers. De 1880 à 1939 l'origine des crises politiques en Grèce était à rechercher à Londres. Depuis bien longtemps les intérêts américains par les banquiers yankees aux gouvernements sud-américains entraînent l'assujettissement politique de la clique au pouvoir.

Mais, jusqu'à présent, les capitalistes américains avaient tout liberté dans le choix de leurs investissements et certains prêts de compagnies privées ne sortaient pas du cadre économique.

Or, actuellement, le développement du « Plan Truman » nécessite un coïncidence du capital américain qui va à l'encontre du libéralisme traditionnel. Il exige aussi des garanties politiques particulièrement fortes et les menaces de Bevin, quant aux possibilités de coopération anglo-russe, prouvent que sur l'échiquier politique mondial la City n'accepte pas volontiers de jouer le second violon de Wall Street.

Truman a donc fait adopter par le Congrès une procédure qui transforme la commission des affaires étrangères du Sénat et de la Chambre, en organisme majeur dans l'octroi des prêts. Désormais, ce n'est plus la commission bancaire et monétaire qui examine les demandes de crédits, mais le Parlement, par l'intermédiaire de la commission des affaires étrangères de la Chambre et du Sénat qui, après approbation, transmettra aux commissions des affectations. Le Congrès examinera les crédits d'après leur mérite politique.

Truman va de plus en plus discipliner les capitalistes dans leurs investissements. Les banquiers ne seront plus libres de se laisser guider par le simple souci de la rentabilité.

Mais c'est au nom d'une politique dont le but final est de rouvrir par la force le domaine de l'U. R. S. S. au marché capitaliste que cette discipline est instaurée. Il se peut, et c'est là le facteur nouveau, que dans certains cas, les exigences du plan anti-soviétique puissent provoquer certains prêts en l'absence d'une rentabilité immédiate. Il s'agit de savoir si priver pour mieux gagner ensuite. Devant la contre-offensive des troupes communistes chinoises, Truman, avec sa nouvelle procédure, pourra imposer un aide immédiate à Tchong-Kai-Tchék. C'est le Congrès qui déterminera la dose de sévérité antivoïvetine à donner à tel et tel pays. Un redoublement des garanties politiques sera exigé de l'emprunteur. Cette blanche devra être montrée avant de pouvoir palper les dollars de Wall Street.

On peut dire qu'une nouvelle phase s'ouvre dans la politique de l'impérialisme américain qui, pour les nécessités du plan Truman, rompt avec le vieux libéralisme yankee.

Le contre-coup des « prêts » sur le plan de l'offensive anti-ouvrière se fait sentir en Grèce, en Chine, au Brésil où le P. C. vient d'être interdit... demain en France.

Il n'y a que la riposte ouvrière qui puisse réduire à néant le Plan Truman.

Devant l'offensive du capital américain, la subtilité « tactique » stalinienne prouve tous les jours son impuissance.

En France, depuis la Libération, le P. C. F. a appelé à « produire sans revendiquer » pour éviter l'ingérence américaine dans l'économie française. Mais, malgré la peur des travailleurs, le gouvernement déclare aujourd'hui que sans crédits américains l'économie française ne pourra se relever. Bien sûr, ce que le stalinisme veut faire croire à la classe ouvrière, c'est que l'impérialisme français sera toujours complice et client de l'impérialisme américain. Pour lutter contre Truman et Wall Street, il faut abattre notre propre bourgeoisie.

L'action ouvrière sur le plan international montre où est le vrai barrage à l'impérialisme américain.

Le combat des exploités coloniaux, des partisans grecs et chinois donne plus de coups à Truman que toutes les générales manœuvres du père des peuples.

R. VALENSI.

LA TORTURE DES DEPUTES MALGACHES ?

(Suite de la première page.)

Les « aveux »... M. le ministre des Colonies croit aux « aveux » (suivant la latitude où ils s'expriment, il est vrai). Les camarades

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

R. VALENSI.

LES « AVEUX » SPONTANÉS

...et avec son propre couteau, on soulève les ongles du vieillard.

conduit chez le juge d'instruction « entre des inspecteurs de police et des Sénégalais, haïssable au comble, sa tête portait de graves blessures... »

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Civilisation... Nous avons déjà relaté comment on embauchait à Madagascar des lycéens pour cette besogne éducative qui consiste à « rétablir l'ordre ».

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

LA DIPLOMATIE DE WALL STREET 250 millions de dollars pour la renaissance capitaliste de la France

La Banque internationale vient d'octroyer à la France un crédit de 250 millions de dollars. Une partie sera consacrée à des achats de machines, de wagons, de locomotives, d'avions, une autre à l'acquisition de matières premières nécessaires, et en particulier, de charbon et de pétrole.

Bien entendu, ce prêt n'est pas gratuit. Il porte intérêt à 4,25 %, ce qui représente une somme supérieure à 10 millions de dollars.

« Le Monde » a noté, avec une particulière satisfaction, que « le prêt à la France est le premier qu'il ait accordé à la banque, « bien que nous ne soyons pas les seuls demandeurs ».

Tutelle américaine La signification de ce prêt n'échappera à personne. Il est, une fois de plus, dans la voie d'une subordination du capitalisme français à l'impérialisme yankee.

Les modalités du prêt contiennent, en effet, des stipulations révélatrices. La Banque internationale, qui n'est qu'un prêteur, recevra tous renseignements sur les marchandises achetées et sur leur emploi. Sous le nom de « renseignements », il s'agit, en réalité, d'un contrôle, d'autant plus efficace que la France espère obtenir un deuxième prêt d'un montant égal. Et il est évident, n'est-ce pas, que ce dernier ne sera accordé que si le premier a été bien employé, conformément à son objet et aux intérêts des capitalistes yankees.

La question palestinienne devant l'O. N. U. FARCE et DOUBLE JEU

La session extraordinaire de l'O.N.U. pour la Palestine est soldée par la création d'une commission d'enquête (on s'y attendait). Celle-ci doit soumettre un rapport à la prochaine assemblée de l'O.N.U., qui aura lieu en septembre. Qui dit commission d'enquête dit désignation de sous-commissions techniques, etc. Bref, comédie demandant huit mois à un an. Pendant ce temps, comme en Grèce, les SS de Bevin ont un blanc-seing de l'O.N.U. pour faire régner la terreur sur les masses palestiniennes.

On voit que, pour l'Angleterre, la demande d'une session extraordinaire de l'O.N.U. pour la Palestine est une manœuvre dilatoire destinée à confirmer son mandat.

Le double jeu général L'attitude des délégués de l'U. R. S. S. et de l'U. S. A. à l'O. N. U. prouve qu'ils ont remporté, à la Maison Blanche, un succès à gagner les faveurs de la ligne arabe.

Les intentions de l'oncle Sam La presse sioniste déchantée actuellement, car elle qui avait mis sur le pied de l'U. R. S. S. la ligne de la politique des impérialismes. Les délégués américains ne se sont pas engagés à l'O. N. U. sur le problème de l'immigration juive, car si Wall Street n'a pas à prendre la relève de l'Angleterre dans le Proche-Orient, elle ne peut pas, dans l'attente, mener une politique différente de celle de l'Empire britannique. L'objectif des sionistes est de placer dans les méthodes de l'impérialisme américain ce qu'il y a de plus mauvais.

Un moment de l'offensive Truman ? Ce prêt ne constitue pas un fait isolé. Il n'est pas une faveur spéciale accordée à la France.

Le gouvernement de M. Truman a pratiqué une large politique de prêts à l'étranger. Les Etats-Unis sont aujourd'hui le grand créancier du monde.

Et la « Renaissance française » ? De telles constatations sont le glas des prétentions du parti communiste français et des trotskystes de l'illégalité sur le terrain même où ils se situent.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Un appel du Comité exécutif de la IV^e internationale CONTRE LA GUERRE D'INDOCHINE

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'

10 frs d'augmentation et au main

Pendant deux ans on nous a répété « Produire d'abord... » Quand la production sera assez élevée, les conditions de vie des travailleurs pourront être améliorées... Avec ces phrases on nous a fait abandonner nos revendications...

LE CONGRÈS DE L'U. D. DEUX TEMPS

des Syndicats de la Région Parisienne dans le reclassement des fonctionnaires

Malgré une préparation du congrès qui n'a en rien respecté une véritable démocratie syndicale, la voix du syndicalisme de classe s'est fait entendre dans la Maison des Syndicats de la rue Grangé-aux-Herbes...

RAMADIER

RAMADIER, c'est ce « défenseur de la République » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune...

Defense du petit paysan

Après la « libération » on a voulu apporter un semblant de remède à l'agriculture. On a réussi simplement à tout bouleverser et à continuer à frayer la voie au profit des gros propriétaires terriens...

LE STATUT DU FERMAGE

Il faut remarquer que le métrage est un fait du sursis du moyen âge. Avant guerre, il fallait partager tout par moitié. Le bénéfice du travail du métrier épuisé par le patron, au lieu de servir à l'embellissement de la ferme...

Le nouveau statut

Voilà un peu le statut. La récolte est partagée : deux tiers pour le métrier et le tiers restant au propriétaire ; partage qui n'est que la forme...

RENDICATIONS de la Fédération de l'Éclairage

La Fédération de l'éclairage vient de poser devant le gouvernement ses revendications. Comme d'autres fédérations, elle est seconde dans les revendications mais elle a jusqu'ici réussi à circonscire et à cirmer. Mais devant la crainte de voir une action de masse la déborder...

Le déficit de l'E. D. F.

La nationalisation ne sera vraiment efficace que lorsque la construction électrique et les entreprises constructives seront nationalisées. Mais dès maintenant une amélioration sensible sera obtenue le jour où tous aurons imposé que le budget de l'E.D.F. soit contrôlé par un comité de gestion ouvert à un suffrage universel...

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

III - MATERNITÉ

Être assurée sociale et immatriculée depuis 10 mois à la date présumée de l'accouchement. Justifier de 60 heures de travail pendant les 3 mois qui ont précédé la première constatation médicale de la grossesse.

Prévenir la Caisse DES QUE POSSIBLE et au plus tard 4 mois avant la date de l'accouchement en envoyant : Un certificat délivré par le médecin ou un certificat de grossesse délivré par la mairie en même temps que la carte de grossesse.

Les avantages ci-contre sont accordés à la femme légitime de l'assuré sociale, si elle n'est pas assurée sociale. Aux termes de l'article 8 de la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la Sécurité sociale, les salariés ont seuls droit aux indemnités journalières des assurances maladie et maternité.

Remboursement intégral, selon les tarifs de responsabilité des caisses, des frais occasionnés par la grossesse, l'accouchement et ses suites. Primes d'allaitement au sein ou bons de lait.

Primes spéciales si l'assuré se soumet aux visites prescrites. Paiement des indemnités journalières pendant la durée du travail dans la limite de six semaines avant et huit semaines après l'accouchement.

Montant 1/2 enfants : maximum : 150 francs. Avec deux enfants à charge : 2/3 du salaire à partir du 31 jour d'arrêt du travail, maximum : 200 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souscris, déclare m'abonner à LA VERITE pour 1 an (52 n°) 250 fr. pour 6 mois (26 n°) 125 fr. pour 3 mois (13 n°) 65 fr.

Le Gérant : M. JULLIA. BUREAU NATIONAL DES ENTREPRISES DE PRESSE IMPRIMERIE REAUMUR 100, rue Réaumur

Trois grèves



Les revendications. La revendication essentielle des postiers est la diminution de leur pénibilité d'achat, et l'abandon par le gouvernement du principe de la échelle mobile des salaires...

Après avoir fait voter pendant des mois des résolutions éternelles, la Fédération postale décide une grève symbolique de 19 heures (14 heures à 14 heures) le 30 juillet 1946. Celle-ci est suivie à 100 pour cent mais ne donne aucun résultat.

Le premier soir, la grève atteint quarante départements, le 3 août 30 pour cent des postes sont en grève. Des comités de grève ont été créés dans chaque section. Chaque région a un comité national de grève coordonne l'action, unifie la lutte, organise les liaisons dans la voie déjà tracée par les comités de grève de base dans les départements.

Un comité de grève est formé par les responsables syndicaux des divers départements. Il n'y a ici aucun phénomène de renouvellement de la direction syndicale, aucune élection spontanée sur la base. Le comité est composé aussi de membres de tendance stalinienne, hostile à la grève. Il reste timide, incertain, pratiquement inactif.

La lutte n'est pas généralisée au niveau de la province ; l'opinion publique n'est pas alertée par un journal des grévistes ; les travailleurs des autres corporations ne sont pas appelés à soutenir le mouvement.

Le problème de la lutte ouverte contre la politique gouvernementale de blocage des salaires, n'est pas posé clairement.

Le gouvernement refuse de débiter les journaux acceptant la revendication à sortir. Le gouvernement refuse de publier leur papier et en les menaçant de saisir par la police. Des affiches d'information sont posées par le gouvernement, mais n'ont aucun effet (ou qui ne peut pas) sortir son quotidien unique et officiel.

Les organisations réactionnaires combattent les revendications ouvrières tout en essayant de profiter de la politique stalinienne. Les socialistes, espérant par cette grève remplacer la bureaucratie stalinienne à la C.G.T., se joignent au mouvement ; leur presse soutient la grève, les militants socialistes participent à l'action. Mais les députés socialistes ne s'interviennent à l'Assemblée que lorsqu'ils sont au nombre de la victoire des grévistes, tandis que les ministres restent constamment solidaires du gouvernement. Quant aux chefs stalinien, ils cherchent à briser le mouvement. Par la force d'attrait de la centrale de Marseille, etc., Par la calomnie : « la grève profite aux ennemis de la République » ; « Le désordre fait le jeu de la réaction » ; etc.

La grève générale des postiers, qui a duré cinq jours, a abouti : 1° à obtenir que l'indemnité de 25 % accordée sur les traitements soit versée sur l'indemnité de résidence ; 2° à obtenir à tous les fonctionnaires les 1.800 francs ; 3° à faire obtenir aux postiers les parités externes.

Les premiers depuis la libération, les postiers ont montré que l'anarchie syndicale ne pouvait triquer la grève générale limitée. Ils ont refusé la Fédération ouvrière, ils ont imposé l'extension du mouvement, ou la renouveau le cas échéant. Les stalinien ont joué le rôle de briseurs de grève honteux, n'avaient pas osé intervenir publiquement une importante Fédération de la C.G.T., mais manœuvrant pour la déstabiliser à l'indirecte la centrale avec les autres catégories de travailleurs.

La grève Renault qui a duré 10 jours a fait obtenir aux ouvriers une prime horaire de 3 francs.

Il y a en trois : 1° Unifier les mots d'ordre. Les manœuvres électorales et stalinien sur la prime au rendement » montrent aujourd'hui la nécessité de se prononcer clairement pour une action de masse. Les mots d'ordre sont : 1° Le salaire de base comme accompli au minimum vital. 2° La politique de « rendement » qui supprime les travailleurs.

2° Bénédict le mouvement, généraliser la lutte. La possibilité très réelle de débrayer de toute la métallurgie à la fois le gouvernement, les patrons et le syndicat. Une grève de ce genre, les travailleurs doivent le rétablir au feu de l'action, et mener des offensives concertées et de plus en plus larges qui seront irrépressibles. Sur ce terrain, le comité de grève a semblé timide et hésitant, impuissant à défendre ses piquets de grève, à prendre des initiatives hardies. Fatalement, chaque usine de plus en plus isolée est un pas de plus vers la victoire, est désormais le grand deuil de toute nouvelle direction.

3° Expliquer les directions traitées. Assez de jaunes et de briseurs de grèves ! Les bonzes syndicaux refusent d'abandonner leur politique de production, de « calme », de négociations et de promesses. Alors, ils seront chassés, et comme chez les postiers, comme chez Renault, des directions nouvelles surgiront du combat, avec la confiance des travailleurs de la base.

RAMADIER, c'est ce « défenseur de la République » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune. RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

Presse

Les ouvriers de la presse protestent contre la diminution de leur pénibilité d'achat, et l'abandon par le gouvernement du principe de la échelle mobile des salaires, conquis en 1914 et maintenu jusqu'en 1944. En septembre 1946, la Fédération du Livre réclame 25 % d'augmentation de salaires. Devant les promesses non tenues et la politique gouvernementale de blocage des salaires, les ouvriers de la presse déclarent le 13 février 1947.

Après avoir fait voter pendant des mois des résolutions éternelles, la Fédération postale décide une grève symbolique de 19 heures (14 heures à 14 heures) le 30 juillet 1946. Celle-ci est suivie à 100 pour cent mais ne donne aucun résultat.

Le premier soir, la grève atteint quarante départements, le 3 août 30 pour cent des postes sont en grève. Des comités de grève ont été créés dans chaque section. Chaque région a un comité national de grève coordonne l'action, unifie la lutte, organise les liaisons dans la voie déjà tracée par les comités de grève de base dans les départements.

Un comité de grève est formé par les responsables syndicaux des divers départements. Il n'y a ici aucun phénomène de renouvellement de la direction syndicale, aucune élection spontanée sur la base. Le comité est composé aussi de membres de tendance stalinienne, hostile à la grève. Il reste timide, incertain, pratiquement inactif.

La lutte n'est pas généralisée au niveau de la province ; l'opinion publique n'est pas alertée par un journal des grévistes ; les travailleurs des autres corporations ne sont pas appelés à soutenir le mouvement.

Le problème de la lutte ouverte contre la politique gouvernementale de blocage des salaires, n'est pas posé clairement.

Le gouvernement refuse de débiter les journaux acceptant la revendication à sortir. Le gouvernement refuse de publier leur papier et en les menaçant de saisir par la police. Des affiches d'information sont posées par le gouvernement, mais n'ont aucun effet (ou qui ne peut pas) sortir son quotidien unique et officiel.

Les organisations réactionnaires combattent les revendications ouvrières tout en essayant de profiter de la politique stalinienne. Les socialistes, espérant par cette grève remplacer la bureaucratie stalinienne à la C.G.T., se joignent au mouvement ; leur presse soutient la grève, les militants socialistes participent à l'action. Mais les députés socialistes ne s'interviennent à l'Assemblée que lorsqu'ils sont au nombre de la victoire des grévistes, tandis que les ministres restent constamment solidaires du gouvernement. Quant aux chefs stalinien, ils cherchent à briser le mouvement. Par la force d'attrait de la centrale de Marseille, etc., Par la calomnie : « la grève profite aux ennemis de la République » ; « Le désordre fait le jeu de la réaction » ; etc.

La grève générale des postiers, qui a duré cinq jours, a abouti : 1° à obtenir que l'indemnité de 25 % accordée sur les traitements soit versée sur l'indemnité de résidence ; 2° à obtenir à tous les fonctionnaires les 1.800 francs ; 3° à faire obtenir aux postiers les parités externes.

Les premiers depuis la libération, les postiers ont montré que l'anarchie syndicale ne pouvait triquer la grève générale limitée. Ils ont refusé la Fédération ouvrière, ils ont imposé l'extension du mouvement, ou la renouveau le cas échéant. Les stalinien ont joué le rôle de briseurs de grève honteux, n'avaient pas osé intervenir publiquement une importante Fédération de la C.G.T., mais manœuvrant pour la déstabiliser à l'indirecte la centrale avec les autres catégories de travailleurs.

La grève Renault qui a duré 10 jours a fait obtenir aux ouvriers une prime horaire de 3 francs.

Il y a en trois : 1° Unifier les mots d'ordre. Les manœuvres électorales et stalinien sur la prime au rendement » montrent aujourd'hui la nécessité de se prononcer clairement pour une action de masse. Les mots d'ordre sont : 1° Le salaire de base comme accompli au minimum vital. 2° La politique de « rendement » qui supprime les travailleurs.

2° Bénédict le mouvement, généraliser la lutte. La possibilité très réelle de débrayer de toute la métallurgie à la fois le gouvernement, les patrons et le syndicat. Une grève de ce genre, les travailleurs doivent le rétablir au feu de l'action, et mener des offensives concertées et de plus en plus larges qui seront irrépressibles. Sur ce terrain, le comité de grève a semblé timide et hésitant, impuissant à défendre ses piquets de grève, à prendre des initiatives hardies. Fatalement, chaque usine de plus en plus isolée est un pas de plus vers la victoire, est désormais le grand deuil de toute nouvelle direction.

3° Expliquer les directions traitées. Assez de jaunes et de briseurs de grèves ! Les bonzes syndicaux refusent d'abandonner leur politique de production, de « calme », de négociations et de promesses. Alors, ils seront chassés, et comme chez les postiers, comme chez Renault, des directions nouvelles surgiront du combat, avec la confiance des travailleurs de la base.

RAMADIER, c'est ce « défenseur de la République » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune. RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.

RAMADIER, c'est ce « homme politique » qui fait accéder les députés mécontents, cependant inquiets sur l'immunité parlementaire, à la tribune.